



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article2402>

# Laurent Cadreils : prendre toute notre place le 12 septembre

- Syndicats Nationaux - SNUipp-FSU - Conseils Nationaux - CN 2017-2018 - Conseil national de pré-rentree -



La rentrée sociale va être marquée par une date. Le 12 septembre. Durant l'été, le vrai visage du gouvernement Macron est apparu plus visiblement encore. C'est ce qui explique en grande partie le fait qu'il dévisse dans les sondages. La volonté de remise en cause du compromis social issu de la libération par un libéralisme effréné ne fait pas adhésion. Les propos provocateurs de Macron depuis la Pologne sur le refus des réformes des français est un signe du rejet actuel et de la panique qui peut les gagner.

Depuis l'élection de Macron et de sa politique ni de gauche ni de gauche c'est sur les questions de justices sociales et de cadeaux aux plus riches que ce gouvernement est le plus impopulaire.

De ce point de vue la loi travail XXL est un recul majeur pour les salariés du privé mais aussi pour l'ensemble du salariat, des jeunes, des privés d'emploi.

Il nous faut continuer, et de ce point de vue ce n'est pas simple, de montrer que tout détricotage des droits pour le privé aura un impact dans le public. Les CHS-ct, par exemple, qui aujourd'hui prennent leur essor dans le public ; s'ils sont remis en question dans le privé impacteront tous les secteurs, la possibilité de créer des CDI de missions peuvent avoir un lourd impact sur les contractuels et la fin des listes complémentaires, ils toucheront nos collègues AESH.

Tout cela nous le partageons.

Nous partageons aussi le fait que le 12 ouvre une période où il faudra construire les bases d'un mouvement d'ensemble, public et privé pour porter les revendications des salarié-es et inverser le rapport de force. Nous partageons également le fait qu'il est nécessaire de construire une mobilisation fonction publique sur les attaques annoncées : gel du point d'indice, journée de carence, menace d'étalement des mesures PPCR, risque de voir une déconnexion des fonctions publiques. Et plus généralement reprendre le débat sur le rôle et le cout du service public, reprendre le débat sur la baisse de l'ISF et les cadeaux fiscaux pour les plus riches cela signifie moins de service public et plus de souffrance pour les catégories populaires.

Difficile, nous l'avons vu de mobiliser les fonctionnaires sur cette question centrale. Difficile de mobiliser mais essentiel de continuer notre travail d'information pour construire les éléments de convergence. Difficile pour nous, de voir cet écart entre une adhésion d'une partie importante des salariés du public à notre orientation d'opposition à la loi travail et la difficulté à mobiliser ces mêmes personnels.

La question qui se pose donc à nous est bien le message que le syndicat majoritaire envoie aux personnels de notre secteur et aux salarié-es en général.

Il doit être d'assumer plus que jamais l'unité du syndicalisme de transformation sociale pour combattre la loi travail et ouvrir une nouvelle période.

Il doit être de créer une dynamique de mobilisation avec le 12 qui ouvre une période de convergence des mobilisations, y compris avec celle fonction publique de début octobre.

Il doit être d'afficher notre détermination à être dans le camps syndical qui s'oppose aux régressions sociales et cela passe par un appel à la grève le 12 septembre avec nos forces et nos faiblesses mais conscient que cela alimentera la réflexion du milieu et ouvrira des perspectives pour les suites sur la loi travail, les bagarres fonction publique et la confrontation avec le ministère Blanquer en matière éducative.